



# Rapport de la cinquième réunion du Conseil exécutif

---

CINQUIÈME RÉUNION DU CONSEIL  
EXÉCUTIF DU PROGRAMME ONU-  
REDD (EB-5)  
SESSION 2

---

6 septembre 2021  
Réunion virtuelle

## Table des matières

Introduction

Ouverture

Point 1 à l'ordre du jour: Le Sommet sur les systèmes alimentaires, une agriculture respectueuse des forêts et des chaînes d'approvisionnement sans déforestation

Point 2 à l'ordre du jour: L'ONU-REDD et des chaînes d'approvisionnement sans déforestation

Clôture

Annexe 1: Liste finale des participants

## Introduction

1. Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD) a tenu la deuxième session de la cinquième réunion de son Conseil exécutif le 6 septembre sous forme virtuelle (plateforme Zoom).
2. La réunion a été présidée par Mette Wilkie, Directrice de la Division des forêts de la FAO. Trente-trois participants y ont assisté (voir Annexe I). Tous les documents et présentations sont consultables sur [l'espace de travail](#) du Programme ONU-REDD.

## Ouverture

3. La Présidente a prononcé une allocution de bienvenue et a souligné l'importance du partenariat ONU-REDD et des occasions qu'il offre à ses membres de se tenir mutuellement informés de leurs progrès et évolutions, en particulier dans le cadre du Sommet imminent sur les systèmes alimentaires.
4. La Présidente a présenté le dialogue stratégique comme le second d'une série de trois sessions du Conseil exécutif se déroulant sur trois semaines consécutives et a communiqué que la troisième et dernière session se tiendrait le 16 septembre sous la forme d'un dialogue stratégique sur les fonds émergents pour le climat. Elle a encouragé, pour cette session en particulier, les membres du Conseil exécutif à apporter leurs contributions et leurs recommandations sur le rôle que l'ONU-REDD devrait jouer dans la réforme indispensable des systèmes alimentaires mondiaux, dans la promotion de chaînes d'approvisionnement sans déforestation et dans le développement d'une agriculture respectueuse des forêts.
5. La Présidente a annoncé que le dialogue viserait à présenter les dernières évolutions concernant les solutions et coalitions proposées en vue du Sommet sur les systèmes alimentaires (SSA) et les Dialogues FACT. Elle a ajouté que la session avait également pour objectif de les mettre en relation avec les nouvelles avancées et innovations. Parmi celles-ci, on peut citer l'outil pratique pour les entreprises mis au point par l'OCDE et la FAO concernant la déforestation, la dégradation des forêts et le devoir de diligence dans les filières agricoles, ainsi qu'un certain nombre de mesures volontaires existantes et de mesures réglementaires émergentes relatives aux chaînes d'approvisionnement de produits non liés à la déforestation.

6. La Présidente a présenté les invités de marque devant intervenir dans la première et seconde partie de la session.
7. Par ailleurs, elle a annoncé le décès d'Alexandra Saénz du Costa Rica, première Directrice de la Stratégie REDD+, au Fondo Nacional de Financiamiento Forestal, et a invité un collègue à lire quelques réflexions commémoratives. Le Conseil a observé un moment de silence en l'honneur d'Alexandra.

## **Point 1 à l'ordre du jour: Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, une agriculture respectueuse des forêts et des chaînes d'approvisionnement sans déforestation**

8. L'Envoyé spécial adjoint pour le Sommet sur les systèmes alimentaires a présenté le SSA, qui se tiendra le 23 septembre, et a fourni une vue d'ensemble des avancées réalisées depuis le début des préparatifs du Sommet en juin. Il a particulièrement insisté sur la zone de convergence entre la Déclaration d'action du Secrétaire général (populations, planète et prospérité), les « quatre plus un » domaines d'action,<sup>1</sup> les initiatives des parties prenantes et les engagements de la part des groupes constitutifs. Il a souligné la quantité importante d'événements, de dialogues et d'actions de sensibilisation organisés aux niveaux national et mondial de façon indépendante. Il a également mis l'accent sur les 54 groupes de solutions soutenus par les groupes de travail de parties prenantes, qui rassemblent plus de 2000 idées, savoirs et outils. Il a constaté l'augmentation du nombre de solutions nationales, ainsi que l'engagement de 147 pays dans des dialogues nationaux. Il a présenté une vision nouvelle et audacieuse des systèmes alimentaires en tant que moteur de tous les Objectifs de développement durable (ODD) et a précisé que des systèmes alimentaires à caractère non durable sont susceptibles de perpétuer les inégalités et de conduire à une dégradation de l'environnement. Il a ajouté que les solutions doivent venir à la fois du bas vers le haut et du niveau national. Enfin, il a signalé que le SSA ne suppose pas le point final du processus mais bien le début d'un processus et d'actions conçus pour durer tout au long de la décennie. À l'issue du SSA, il importerait de se livrer à un travail de suivi et d'examen afin de garantir une mobilisation publique de longue durée et un soutien continu aux engagements nationaux en vue de la transformation des systèmes alimentaires mondiaux.

---

<sup>1</sup>Domaines d'action: Nourrir toutes les personnes; stimuler les solutions de production basées sur la nature; promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomisées; renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et aux stress; soutenir les moyens de mise en œuvre

9. Le Directeur exécutif de la Tropical Forest Alliance et co-Directeur des Solutions fondées sur la nature au Forum économique mondial s'est exprimé au sujet de la remarquable et récente couverture médiatique des forêts et de l'attention politique actuelle dont elles bénéficient en tant que solutions fondées sur la nature contre le changement climatique. Il s'est également interrogé sur la façon de tirer le mieux parti des prochains sommets sur l'action climatique dans lesquels la déforestation occupera une place prépondérante, tels que les Dialogues sur les forêts, l'agriculture et le commerce des produits de base (FACT en anglais), afin de faire progresser la transformation des systèmes alimentaires mondiaux. Les produits de base, en particulier les produits agricoles commerciaux, sont reconnus comme étant les facteurs principaux de déforestation. Toutefois, on observe une pression croissante de la part des régulateurs (notamment dans le cadre de la prochaine réglementation européenne sur le devoir de diligence), des investisseurs, des entreprises en aval et des militants pour que des mesures soient mis en œuvre afin de réduire la déforestation et de favoriser des chaînes de valeur plus durables et des produits respectueux des forêts. En outre, le Directeur exécutif a souligné que la déforestation n'est pas un problème environnemental avec une solution unique, mais qu'elle nécessite plutôt un programme social nuancé qui tienne compte des liens avec les emplois et les moyens de subsistance, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Il a émis les recommandations suivantes: 1) lutter contre la déforestation à partir d'une approche basée sur les systèmes alimentaires; 2) intégrer les aspects sociaux, les moyens d'existence et les besoins des communautés locales et des peuples autochtones dans les discussions; 3) adapter les solutions en fonction du caractère unique des produits et de la géographie; 4) favoriser des financements et des politiques innovants; et 4) stimuler le renforcement des synergies et l'intégration entre les acteurs à grande échelle et les secteurs afin de travailler de manière collective. Les actions privées et celles des entreprises sont essentielles mais doivent s'accompagner de mesures interministérielles et être menées dans un environnement porteur.

#### Commentaires du Conseil

10. En réponse à une question de la part du Représentant de la société civile au sujet du calendrier des prochains cadres réglementaires axés sur la demande ayant pour but de minimiser le risque de voir des produits liés à la déforestation et à la dégradation des forêts accéder aux marchés, la Présidente a confirmé que les informations actuelles intéressant la législation de l'Union européenne sur le devoir de diligence indiquent que celle-ci sera soumise au Parlement européen en décembre 2021. Le Directeur exécutif de la Tropical Forest Alliance a par ailleurs fait référence à l'accord vert européen et à l'adoption d'une législation primaire sur le devoir de diligence au Royaume-Uni. Des discussions sont également en cours aux États-Unis mais le calendrier demeure

à l'heure actuelle imprécise. Le Représentant de la société civile s'est félicité de l'évolution actuelle de ce type de réglementations.

11. La Représentante des peuples autochtones s'est dite préoccupée par le fait que les connaissances et les pratiques des peuples autochtones ne soient pas pleinement intégrées dans les programmes plus larges des acteurs internationaux et soient de fait absentes dans le processus du Sommet sur les systèmes alimentaires. Elle a réitéré l'importance de prendre en considération les droits des communautés autochtones et la valeur des savoirs traditionnels dans l'élaboration de systèmes alimentaires durables. Le Directeur exécutif de la Tropical Forest Alliance a réagi en soulignant que les discussions actuelles portent sur le système économique prédominant, à savoir les systèmes agricoles industriels à grande échelle. Il a ajouté que ces types de système sont vulnérables et qu'ils manquent de biodiversité, contrairement aux systèmes autochtones. Néanmoins, il a reconnu que les institutions ne consacrent pas suffisamment d'efforts à l'intégration des connaissances autochtones, et que cela a été une source de tension pendant la période précédant le SSA. L'Envoyé spécial adjoint pour le SSA a précisé que le Sommet s'attelle à faire entendre la voix de toutes les parties prenantes, en particulier celles qui ont été traditionnellement négligées, grâce à des actions telles que l'organisation de dialogues nationaux. C'est dans ce contexte que les peuples autochtones ont demandé à disposer de leurs propres coalitions. Toutefois, l'Envoyé spécial adjoint est d'avis que leur intention n'était pas de compartimenter les activités mais d'intégrer ces connaissances traditionnelles et la voix des peuples autochtones (également) dans les systèmes prédominants.
12. Le Népal a demandé comment relier avec efficacité les forêts et les systèmes alimentaires dans le contexte de la REDD+ dans les pays en développement, question immédiatement suivie par celle de la Suisse concernant la manière de faire en sorte que l'ONU-REDD et la déforestation occupent une place de premier plan lors du SSA. En réponse aux deux pays, le Directeur exécutif de la Tropical Forest Alliance a souligné que la question de la déforestation ne peut pas être envisagée en vase clos et qu'elle est étroitement liée aux enjeux des systèmes alimentaires durables, du développement et de la marginalisation des peuples autochtones. L'Envoyé spécial adjoint pour le SSA a convenu que le sujet de la déforestation constitue une passerelle importante susceptible de mener à la réalisation du programme environnemental et de développement et a ajouté que les détails le concernant sont présentés dans la piste d'action n° 3 «stimuler les solutions de production basées sur la nature».
13. La Présidente a remercié les membres du Conseil pour leur engagement et leur appréciation de la valeur de la plateforme ONU-REDD, ainsi que pour leurs précieuses contributions.

## **Point 2 à l'ordre du jour. L'ONU-REDD et des chaînes d'approvisionnement sans déforestation**

14. La Présidente a noté un changement dans la deuxième partie du débat, qui s'est orientée vers la dimension nationale et l'expérience pratique pour soutenir des chaînes d'approvisionnement sans déforestation et la remise en état des forêts. L'accent a également été mis sur l'engagement de l'ONU-REDD aux niveaux à la fois politique et technique.
15. Le Vice-Ministre de l'agriculture de l'Équateur a présenté le programme national pour le commerce et la production sans déforestation, qui suppose une coalition phare pour les forêts et l'agriculture en vue du prochain Sommet sur l'alimentation des Nations Unies. Il a expliqué en quoi la stratégie «Équateur Premium & Durable», mise en place grâce au soutien reçu de la part de l'ONU-REDD, a une portée mondiale puisqu'elle vise à: aligner la production locale sur les accords environnementaux internationaux tels que la Déclaration de New York sur les forêts, l'Accord de Paris et les Déclarations d'Amsterdam, sur les tendances des marchés et sur les politiques nationales des pays importateurs, à savoir l'Accord vert européen ou encore les politiques nationales de la Belgique, de la France et des États-Unis. En outre, il a insisté sur l'objectif de cette initiative, qui est de renforcer la chaîne de production en vue de la commercialisation de produits durables de haute qualité fondée sur la pleine participation des producteurs locaux et des entreprises privées aux niveaux national et international.
16. Le PDG de Green Invest Africa a présenté l'expérience de la Côte d'Ivoire et du Ghana en matière de production de cacao non lié à la déforestation. La production de cacao durable en Afrique se situant à un carrefour de défis et de solutions, il a souhaité mettre l'accent sur le mot «dynamique» pour s'y référer. Son intervention s'est centrée sur les principales approches et enseignements, y compris la manière dont les systèmes de culture et de production du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, qui ont été des facteurs majeurs de déforestation, peuvent conduire aujourd'hui à des systèmes agroforestiers intégrés et à la remise en état des forêts. Pour parvenir à ce résultat, le PDG a insisté sur la nécessité de mobiliser un large éventail de parties prenantes concernées. Il a aussi mis l'accent sur le fait que l'ONU-REDD a fait preuve d'un engagement considérable en aidant ses pays à impliquer les parties prenantes dans l'analyse des facteurs de déforestation, l'élaboration de stratégies REDD+ nationales et l'obtention de financement en provenance du secteur privé. Enfin, il a ajouté que les efforts futurs doivent miser sur le découplage des activités et l'implication des communautés locales, et que les financements

innovants, tels que les paiements basés sur les résultats dans le cadre de la REDD+, représentent des mesures d'incitation précieuses pour attirer le secteur privé.

17. Le Représentant de la société civile auprès du Conseil de l'ONU-REDD a détaillé les enseignements tirés par les communautés locales qui s'opposent au changement d'affectation des terres dans le Michoacán, au Mexique. Il a dégagé trois cas de figure dans lesquels les communautés sont parvenues à résister au changement d'affectation des terres. Il s'agit: 1) de communautés locales qui bénéficient d'un bon prix de marché pour des produits forestiers tels que la résine ou le bois; 2) de communautés autochtones qui perçoivent des subventions pluriannuelles en faveur de la restauration des forêts; et 3) de communautés locales qui perçoivent des paiements en échange de services environnementaux. Pour conclure, il a suggéré les recommandations suivantes afin de soutenir les communautés locales à l'avenir: 1) augmenter les budgets fédéraux et des états destinés au secteur forestier; 2) trouver un équilibre entre les politiques de soutien en faveur des forêts et les activités agricoles et d'élevage, et 3) favoriser les politiques qui promeuvent la consommation de produits non liés à la déforestation.
18. La personne membre du Groupe de gestion de l'ONU-REDD travaillant pour la FAO (Coordinatrice de la REDD+/Suivi national des forêts) a réalisé une présentation des efforts conjoints de l'OCDE et de la FAO en vue d'élaborer un outil pratique pour les entreprises servant à déterminer les risques de déforestation et de dégradation des forêts et à y remédier. L'outil a pour objectif de fournir un cadre commun afin de permettre aux entreprises agroalimentaires et aux investisseurs d'intégrer l'identification des risques dans les politiques relatives à la conduite responsable des entreprises, notamment lors de la mise en œuvre de l'approche en cinq étapes de la diligence raisonnable. Le Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables a été adopté par plus de 40 pays. En outre, il s'appuiera sur les normes mondiales et régionales existantes, ainsi que sur les initiatives multipartites et sectorielles, les données, les indicateurs, les outils et autres mesures déjà en vigueur. L'élaboration de cet outil a été annoncée à l'occasion du Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises qui s'est tenu en juin 2021. La version définitive est attendue pour le quatrième trimestre de 2022. La Coordinatrice a conclu ses propos en invitant les membres du Conseil exécutif et les groupes constitutifs à participer aux processus de consultation de 2022 en partageant leurs connaissances et leurs perspectives.

#### Commentaires du Conseil

19. Le Ghana a réitéré que la question de l'élimination de la déforestation au sein des chaînes de valeur agricoles est extrêmement importante pour le Ghana, la Côte d'Ivoire et d'autres pays, et

qu'il conviendrait de consacrer suffisamment de temps et d'espace à d'ultérieures discussions sur la manière dont l'ONU-REDD pourrait, lors de sa phase successive, soutenir les pays désireux de faire progresser cet objectif. Afin de mettre à profit l'utilité du débat et la richesse des échanges au cours de la session, la Représentante du Ghana a laissé entendre qu'il pourrait s'avérer utile de répertorier les principales opportunités dans un «tableau de bord» recensant les points de départ potentiels à partir desquels l'ONU-REDD pourrait aider les pays à identifier la meilleure façon de tirer parti des différentes opportunités financières ou techniques. Elle a indiqué que lors des discussions préparatoires ayant eu lieu au sein du groupe de l'Afrique en vue du Conseil exécutif, des questions sur le type et la nature du soutien que l'ONU-REDD devrait proposer dans sa prochaine phase ont été soulevées. L'élaboration d'un tableau de bord de ce type serait un outil essentiel pour assurer la continuité d'un débat interne et pour planifier le futur soutien apporté par l'ONU-REDD.

20. Le PDG de Green Invest Africa a ajouté que les synergies entre le commerce, la production et la déforestation, ainsi que les actions menées, devraient être intégrées dans les politiques et les engagements relatifs aux CDN afin de réduire la déforestation.
21. La Représentante des peuples autochtones a rappelé au Conseil que les connaissances autochtones constituent un outil essentiel pour les objectifs et les coalitions visés par le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Elle a ajouté que le paragraphe 135 de l'Accord de Paris était un point de départ crucial pour mettre en relation les connaissances et les pratiques par le biais d'une approche allant du bas vers le haut.
22. La Suisse a souligné que les politiques existantes en matière de diligence raisonnable et de pratiques responsables des entreprises sont certes très utiles mais demeurent volontaires et ne diffèrent pas des spécifications des accords commerciaux. La Suisse a interrogé le Conseil sur la manière dont l'ONU-REDD peut s'insérer dans les forums politiques internationaux afin d'améliorer les approches en matière de diligence raisonnable et garantir une plus grande adhésion aux mesures relatives à la conduite responsable des entreprises.

## Clôture

23. Après avoir synthétisé les principaux commentaires et orientations du Conseil, le Secrétariat a répondu favorablement à la proposition d'esquisser un tableau de bord des activités de l'ONU-REDD concernant les liens entre les produits et les forêts, les opportunités potentielles, les solutions et les points de départ, ceci dans le but d'élargir la portée des actions à venir. Le tableau

de bord sera communiqué aux membres du Conseil exécutif pour commentaires à partager par courrier électronique ou lors d'un prochain dialogue stratégique.

24. La Présidente a pris acte du soutien apporté à l'approche de l'ONU-REDD en ce qui concerne l'avenir, ainsi que de la nécessité d'amplifier les activités du Programme, tout en garantissant le renforcement de l'assistance fournie aux peuples autochtones issus des communautés locales.
25. La Présidente a invité à formuler d'autres observations ou questions de clarification et, en l'absence d'interventions, a clos la réunion virtuelle du Conseil exécutif en remerciant les membres dudit Conseil et l'ensemble des participants.

### Liste finale des participants

		Nom	Pays/Institution/Groupe constitutif	Fonction
1	Mme	Gabriela Soto Nilo	Chili	Suppléante LAC
2	Mme	Constanza Troppa Tapia	Chili	Suppléante LAC
3	Mme	Yaisa Lorena Bejarano	Colombie	Membre LAC
4	Mme	Roselyn Fosuah Adjei	Ghana	Suppléante Afrique
5	Mme	Lovakanto Ravelomanana	Madagascar	Membre Afrique
6	M.	Rijatahiana Haingomanantsoa	Madagascar	Membre Afrique
7	Mme	Ibu Laksmi Dhewanthi	Indonésie	Suppléante AP
8	M.	Shankar Adhikari	Népal	Membre AP
9	M.	Leif John Fosse	Norvège	Membre
10	Mme	Vania Dietrichson	Norvège	Membre
11	M.	Keith Anderson	Suisse	Membre
12	M.	Pierre-André Cordey	Suisse	Membre
13	M.	Takayuki Ishikawa	Japon	Membre
14	M.	Gustavo Sanchez Valle	Organisations de la société civile (OSC)/Communautés locales (CL)	Observateur permanent
15	M.	David Ganz	Organisation de la société civile (OSC)	Observateur suppléant
16	Mme	Dolores 'Lola' Cabnal	Organisation des peuples autochtones	Observatrice permanente
17	Mme	Mette Wilkie	FAO (Présidente)	Membre
18	Mme	Astrid Agostini	FAO	Membre
19	M.	José Carlos Fernandez	FAO	Membre
20	Mme	Serena Fortuna	FAO	(Observatrice)
21	M.	Josep Garí	PNUD	Suppléant
22	M.	Jose Arturo Santos	PNUD	(Observateur)
23	M.	Gabriel Labbate	PNUE	Suppléant
24	M.	Steven Swan	PNUE	Suppléant
25	M.	Mario Boccucci	Secrétariat ONU-REDD	Secrétariat
26	Mme	Mihaela Secrieru	Secrétariat ONU-REDD	Secrétariat
27	Mme	Frances Lim	Secrétariat ONU-REDD	Secrétariat

### Intervenants/Personnes ressources

		Nom	Titre/Fonction
28	M.	Martin Frick	Envoyé spécial adjoint pour le Sommet sur les systèmes alimentaires
29	M.	Justin Adams	Co-Directeur, Solutions fondées sur la nature, Forum économique mondial
30	M.	Ney Barrionuevo	Vice-Ministre du développement productif et agricole, Ministère de l'agriculture et de l'élevage de l'Équateur
31	M.	Victor Hugo Viteri	Directeur de la coopération internationale, Équateur
32	Mme	Patricia Serrano	Gerente PROAmazonia
33	M.	Marc Daubrey	PDG du Green Invest Africa; et Président du Green Development Momentum